

Ce CCM s’est déroulé en deux segments, à savoir : la session technique (le mercredi 25 novembre 2020) et la session officielle de haut niveau (le jeudi 26 novembre 2020).

Contrairement aux précédents CCM, le 12ème CCM a été organisé sous un format hybride (mi-présentiel, mi-virtuel) compte tenu de la pandémie de COVID 19.

Dans son propos introductif la partie congolaise a remercié tous les partenaires techniques et financiers, à savoir les pays membres de l’Union européenne et leurs agences de coopération, la nouvelle organisation britannique, le Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) pour les appuis multiformes et permanents apportés au gouvernement de la République du Congo.

La liste des participants au CCM 12 est jointe en annexe.

Le présent aide-mémoire récapitule les points saillants des discussions, les décisions et les engagements pris par le 12ème CCM.
Partie #1 : État d’avancement de la mise en œuvre de l’APV / Suivi du Plan de Travail Annuel (PTA)

1.1 Outils de mise en œuvre de l’APV

Suivi de la mise en œuvre du Plan de travail annuel 2020 et des recommandations des CCM 8 et 9 telles que reformulées en GTC élargi

Le CCM a pris note de la performance dans la réalisation des recommandations des CCM 8 et 9, ainsi que des activités du Plan de travail annuel (PTA) 2020.

14 % des recommandations ont été réalisées et 61 % sont en cours. Quant aux sous-activités du PTA, 28 % ont été réalisées et 35 % sont en cours. Le bilan actualisé de la mise œuvre des recommandations de la 8ème et 9ème session du CCM telles que reformulées en Groupe de Travail Conjoint (GTC) élargi est présenté en annexe.

Les parties ont souligné l’impact de l’émergence de la pandémie liée à la COVID 19 sur l’organisation des rencontres et les activités de terrain tout en félicitant les parties prenantes pour leur engagement constant dans la mise en œuvre de l’APV malgré les conditions difficiles.

Les Parties ont pris note que l’ATIBT s’engage à travailler en collaboration avec UNICONGO, UNIBOIS et toute autre entreprise forestière non affiliée, dans le cadre de son appui au secteur privé, pour une meilleure représentation des sociétés forestières dans le processus APV FLEGT.

La partie européenne prend acte de l’inscription au Budget de l’Etat, chaque année, d’une ligne pour la mise en œuvre de l’APV FLEGT.

La partie européenne a fait un point d’information concernant la mise en œuvre de la Convention de financement (CF) « Programme d’appui à la gouvernance forestière » du 11ème Fonds Européen du Développement, avec l’Ordonnateur National. La CF a été suspendue pour cas de force majeure, en raison de la pandémie liée à la COVID19, le 1er avril 2020 et les démarches pour procéder à la levée de la suspension au 1er décembre 2020 ont été entreprises. La nécessité de signer tous les engagements en 2021 a été soulignée.

Le CCM décide de valider la proposition de reformulation, en Groupe de Travail Conjoint (GTC) élargi, des recommandations des CCM 8 et 9.

Le CCM décide de reconduire les recommandations non réalisées et d’annexer à l’Aide-Mémoire le tableau de suivi des recommandations, auxquelles celles du présent CCM seront ajoutées.
Le CCM décide de la nécessité de formuler à nouveau des recommandations claires, précisant dorénavant, délais et responsable du suivi et de la mise en œuvre

Recommandations :
- Mettre en œuvre la Décision prise lors du CCM 11: « le CCM décide d’intégrer aux prochaines présentations « suivi du PTA », les défis et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités afin de permettre aux parties de formuler des recommandations y afférentes »;
- Diligenter la publication de l’Arrêté conjoint portant composition et fonctionnement de la Coordination permanente du Comité interministériel pour la mobilisation des fonds et le suivi du SVL. Responsable proposé: Ministère de l’Economie forestière.

1.2 Opérationnalisation du SVL

Suivi de la mise en œuvre de la feuille de route du Groupe Technique Interministériel (GTI) et perspectives

Le CCM a pris acte des réalisations significatives du GTI pour l’opérationnalisation du Système Informatisé de Vérification de la Légalité (SIVL), notamment en termes de formations des utilisateurs aux fonctionnalités fiscalité, légalité et permis spéciaux et des activités de renforcement des capacités des administrateurs du SIVL notamment sur la prise en main des codes sources.

Le CCM a souligné le besoin de mettre à jour le SIVL en tenant compte de la nouvelle Loi forestière.

Le CCM a pris note de la sollicitation du secteur privé et de la société civile de participer au GTI.

Le CCM a décidé que le GTI actualise, dans les meilleurs délais, sa feuille de route et la stratégie de déploiement du SIVL. En outre, il décide que les travaux du GTI se poursuivent suivant la note de service échue, dans l’attente de son renouvellement et/ou restructuration.

Le CCM a acté la nécessité que les Directions départementales de l’Economie forestière (DDEF) disposent d’une connexion internet continue et sécurisée pour assumer pleinement leurs fonctions dans le SIVL.

La Partie européenne a souligné son inquiétude quant à l’inaccessibilité en ligne du SIVL en aout, septembre et novembre 2020.

Recommandations :
- Appliquer et respecter, strictement et dès à présent, le plan d’assurance qualité du SIVL, par le GTI.
- Mettre en service le module fiscalité du SIVL avant mars 2021.
1.3 Performance du SVL

Diagnostic organisationnel de la Direction de la Communication et Vulgarisation (DCV) du Ministère de l’Économie forestière – Résultats et suites à donner

Le CCM a pris note de la réalisation du diagnostic organisationnel de la Direction de la Communication et de la Vulgarisation (DCV) du Ministère de l’Économie forestière et de sa validation le 27 février 2020.

Ce diagnostic a fait ressortir deux options de réorganisation, à savoir (i) transformation de la DCV en une Direction des Systèmes d’Information (DSI), avec une mise à niveau de l’organisation et des ressources; et (ii) transformation de la DCV en deux structures notamment une Direction de la Communication et de l’Archivage (DCA) et une Direction des systèmes d’information (DSI) créée séparément pour gérer la fonction informatique.

La partie européenne a souligné que le choix de l’option de réorganisation de la DCV est un préalable pour déclencher les appuis complémentaires prévus dans le cadre du 11ème FED, afin de soutenir cette réorganisation et, à ce titre, souhaite qu’une décision soit prise avant la fin d’année.


Diagnostic organisationnel des Directions Départementales de l’Economie forestière – Résultats préliminaires et prochaines étapes

Le CCM a pris note du diagnostic organisationnel réalisé concernant le fonctionnement des DDEF et la proposition du plan de développement organisationnel de ces structures reposant sur (i) le plan de développement stratégique, (ii) le plan de développement structurel, et (iii) le plan de développement culturel.

Le CCM a pris note de l’intervention du représentant de la coopération britannique qui a souligné la nécessité pour le MEF de réaffirmer son engagement à mettre en œuvre la feuille de route pour la réorganisation des DDEF et à présenter les avancées lors des réunions de l’Unité de Coordination des appuis du Foreign, Commonwealth and Development office (FCDO). Il a également souligné l’engagement du Royaume Uni à poursuivre son soutien au MEF dans le cadre de la réorganisation des DDEF, tout en relevant que les financements prévus ne sont que des compléments à ceux que le MEF doit consentir et sont à mobiliser avant décembre 2022.

La Partie européenne a remercié la Coopération Britannique pour son accompagnement.

Présentation du projet de manuel de procédures d’approbation des systèmes de certification privés dans le système de vérification de la légalité de l’APV de la République du Congo validé et sa feuille de route

Le CCM a pris note de l’élaboration du projet de manuel de procédures d’approbation des systèmes de certification privés dans le système de vérification de la légalité de l’APV de la République du Congo validé et sa feuille de route. Ce manuel comprend trois procédures, à savoir : (i) procédure d’évaluation des systèmes de certification privés, (ii) procédure de délivrance et de maintien du
certificat de légalité FLEGT sur la base d’un certificat émis par un système de certification privé approuvé, (iii) procédure de gestion des plaintes. Ce projet de manuel et sa feuille de route ont été validés en atelier le 22 octobre 2020 et par le comité d’évaluation et de validation des procédures de la CLFT (CEVP) le 12 novembre 2020.

Le CCM a pris note de la préoccupation du secteur privé relative à la formation du personnel des sociétés forestières sur ce manuel.

Recommandation :


Etat des lieux de l’application de la Loi forestière en 2019

Le CCM a pris note des principaux résultats du bilan, en ces termes: (i) l’amélioration de la disponibilité des documents est manifeste, soit 90% sur l’ensemble des DDEF, (ii) les missions de contrôle et d’inspection sont toujours en baisse. Dans l’ensemble du pays, 11 missions seulement ont été effectuées, soit 3 concessions visitées sur au moins 46 en activité (soit 6% des concessions visitées), (iii) sur la gestion du contentieux, on observe une mauvaise qualification des infractions, des infractions non sanctionnées, et des amendes sous estimées, (iv) en 2019, le recouvrement global était de 67% des taxes d’abattage, 43% des taxes de superficie de et 32% des taxes de déboisement.

La situation de l’endettement cumulé des taxes jusqu’en 2019 était considérable (avec plus de 9,877 milliards de FCFA). En outre, il est à noter que l’endettement prend en compte les années antérieures (restant à définir) et les dettes de certaines sociétés liquidées.

Le CCM a pris note des efforts réalisés par le MEF pour améliorer les recouvrements des taxes et amendes au niveau des DDEF, et de potentielles améliorations à venir avec la restructuration des DDEF en cours.

La partie européenne a souligné que la mise en service du module fiscalité du SIVL permettra d’améliorer le constat relevé par l’OI.

1.4 Communication et informations rendues publiques

Feuille de route pour la rédaction du Rapport Annuel Conjoint (RAC) 2020

Le CCM a noté que suite à un bilan des expériences passées pour produire le Rapport Annuel Conjoint (RAC) sur la mise en œuvre de l’APV FLEGT, il est apparu la nécessité de: (i) clarifier l’attribution des rôles et des responsabilités, (ii) de fixer les dates butoirs pour rendre les contributions des auteurs et (iii) de respecter les délais impartis.

Le CCM a pris acte de la feuille de route pour la rédaction du RAC 2020.
La partie européenne a déploré le retard accusé dans la préparation des contributions et appelle les contributeurs au Rapport Annuel Conjoint à respecter la feuille de route proposée pour la rédaction du RAC 2020.

**Recommandation :**
- Le CCM demande aux parties prenantes concernées de respecter les délais de la feuille de route pour la rédaction des Rapports Annuels Conjoint et s’engage à les valider par échange de lettres.

**Outils de communication relatifs au SIVL : brochure et spot**

Le CCM a pris note de la réalisation d’une brochure dédiée au SIVL ainsi qu’un court-métrage, qui est en cours de finalisation. L’ATIBT a présenté les autres courts-métrages déjà disponibles concernant les « bonnes pratiques » et les « grands concepts ».

La Partie européenne a souligné l’appui de l’Institut Européen de la Forêt (EFI) pour la réalisation de la brochure du SIVL et a demandé que les efforts en termes de communication soient maintenus, pour le respect de l’Annexe X de l’Accord et les engagements des Parties pour la transparence.

Le CCM a souligné l’importance de la mise en œuvre de la stratégie de communication de l’APV FLEGT.

### Partie # 2 : Autres sujets pertinents

**Point d’information sur la promulgation de la Loi portant Code forestier et processus d’élaboration de ses textes d’application**

Le CCM a pris note de (i) l’objectif général de l’étude juridique portant sur la préparation des éléments juridiques et techniques ainsi que le cadre et le calendrier de concertation afin d’assurer que les projets de textes d’application soient adéquats, cohérents, et consensuels, (ii) la méthodologie mettant l’accent sur la collaboration étroite avec le MEF (via le « Groupe restreint » constitué par la Note de Service No. 0536/MEF/CAB-CAJ du 14 octobre 2020), la consultation avec les ministères associés au secteur forestier, la consultation avec la société civile, le secteur privé et les partenaires du MEF et la restitution des travaux auprès de l’ensemble des parties prenantes. Il a également noté la principale condition liée au succès de cette étude, à savoir une implication active et une appropriation effective du MEF et des parties prenantes (société civile, secteur privé, etc.).

Le représentant de la Coopération Britannique a proposé que le groupe restreint mis en place travaille en étroite collaboration avec l’équipe d’experts chargée de l’étude juridique préparatoire et valide ses travaux, conformément au plan de travail de l’étude, validé par l’Unité de coordination en octobre 2020.

La Partie européenne a souligné les engagements y relatifs qui ont été pris, à travers (i) la recommandation 11 du CCM 8 « mettre en place un groupe de travail incluant toutes les Parties prenantes pour harmoniser et améliorer les textes d’application de la Loi portant code forestier après sa promulgation » et le jalon 4.7 de la lettre d’intention CAFI (Central African Forest Initiative) « les textes d’application du code forestier font l’objet d’un processus de concertation de
l'ensemble des parties prenantes transparent préalablement à leur adoption, à travers des structures et processus existants ».

**Point d’information sur le processus d’adoption du Règlement intérieur du CCM et des Modalités d’arbitrage de l’APV FLEGT**

Le CCM a pris note du rappel des références dans l’APV, relatives au Règlement intérieur du CCM et aux Modalités d’arbitrage de l’APV FLEGT, à savoir respectivement l’article 19 de l’APV (point 3 c) et l’article 24 de l’Accord (point 4).


**Recommandation :**
- Le CCM recommande que les parties procèdent à l’adoption du règlement intérieur du CCM et des modalités d’arbitrage de l’APV FLEGT.

**Stratégie de complémentarité entre l’OI mandaté et l’OI non mandaté**


Le CCM a pris note de l’intervention du représentant de la Coopération Britannique soulignant que la stratégie de complémentarité semble ambitieuse et qu’il serait judicieux que l’OI se focalise sur le respect de la légalité forestière. Le représentant de la Coopération Britannique a également relevé la nécessité de partager la stratégie avec les partenaires, pour enrichissement éventuel.

**Partie # 3 : Perspectives**

**Présentation du canevas du PTA 2021**

Le CCM a noté que le plan de travail (PTA) 2021 se base sur le plan de travail quinquennal 2018-2022 de l’APV. Il reprend les activités prioritaires non planifiées en 2020 ainsi que celles dont la mise en œuvre n’a pas pu être terminée en 2020.

Le CCM a pris note des principaux axes de travail présentés et de la nécessité d’y intégrer les activités d’autres parties prenantes découlant notamment des appuis de la Coopération Britannique (FCDO) via EFI, des projets sous financement du 11ème FED et autres appuis de l’Union européenne.

Dates du prochain Comité Conjoint de Mise en œuvre (CCM)
Les dates des 2 et 3 juin 2021 ont été adoptées pour l’organisation du 13ème CCM.

Le présent aide-mémoire sera rendu public.

Pour la Partie congolaise

Mme Rosalie MATONDO
Ministre de l’Économie forestière

Pour la Partie européenne

S.E.M Raul MATEUS PAULA
Ambassadeur, Chef de Délégation de l’Union européenne en République du Congo

P.J. :
Annexe I : Liste des participants
Annexe II : Tableau de Suivi des Recommandations des CCM 8 et 9
### LISTE DE PRESENCE – 12ème Comité Conjoint de Mise en œuvre (CCM) de l’APV-FLEGT Congo-UE – 25/11/2020

<table>
<thead>
<tr>
<th>No</th>
<th>Noms et Prénoms</th>
<th>Structure / Organisation</th>
<th>Fonction</th>
<th>Contacts (tél, email)</th>
<th>Emargement 25/11/2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>M. Karl RAWERT</td>
<td>DUE</td>
<td>Premier Conseiller, Chef de Coopération</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>M. Jakob HAUSCHOFER</td>
<td>DUE</td>
<td>Chef d’équipe Economie et ressources naturelles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>Mme Camille PUBLILL</td>
<td>DUE</td>
<td>Chargée de coopération Forêts, Environnement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>M. Joseph MOUMBOULIOU</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur Général de l’Économie forestière</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>M. Okina ELENGA NGAPORO</td>
<td>Ministère des Finances et du Budget</td>
<td>Point focal APV FLEGT du Ministère des Finances et du Budget</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>6</td>
<td>M. Marcel MOUKIESSEI</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller aux Forêts et à l’Industrie</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7</td>
<td>M. Guy Christophe Bienvenu BABELA</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller Administratif et Juridique</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>No</td>
<td>Noms et Prénoms</td>
<td>Structure / Organisation</td>
<td>Fonction</td>
<td>Contacts (tél, email)</td>
<td>Émargement 25/11/2020</td>
</tr>
<tr>
<td>----</td>
<td>---------------------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>--------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------------</td>
<td>-----------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>8</td>
<td>M. Odin MALONGA</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller à l’Économie et aux financements innovants</td>
<td>05 307 87 47, <a href="mailto:odin.malongo@yahoo.fr">odin.malongo@yahoo.fr</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9</td>
<td>M. Samuel OSSEBI MBILA</td>
<td>MEF</td>
<td>Inspecteur Général des Services de l’Économie Forestière</td>
<td>05 33 37 07, <a href="mailto:sosa.menal@yahoo.fr">sosa.menal@yahoo.fr</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>10</td>
<td>M. Matrice ELENGA</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur du Fonds Forestier</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11</td>
<td>M. Adolphe NGASSEMBO</td>
<td>MEF</td>
<td>Point Focal APV FLEG national</td>
<td>06 90 17 6 93</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>12</td>
<td>M. Dieudonné SITA</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur des Forêts / Chef de SIAF</td>
<td>05 69 0 35 68, <a href="mailto:guyfrederic.mvanga@yahoo.fr">guyfrederic.mvanga@yahoo.fr</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13</td>
<td>Mme Paulette EBINA</td>
<td>MEF</td>
<td>Directrice de la Valorisation des Ressources Forestières</td>
<td>06 66 1 26 00, 05 55 6 95 6 7</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14</td>
<td>M. Patrice GOUALA</td>
<td>MEF/CNIAF</td>
<td>Directeur</td>
<td>06 66 2 68 8 4, <a href="mailto:guyfrederic.mvanga@yahoo.fr">guyfrederic.mvanga@yahoo.fr</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>15</td>
<td>M. Serge Thierry MOMBOLI</td>
<td>MEF/SCPFE</td>
<td>Directeur</td>
<td>05 39 3 9 3 9 0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>16</td>
<td>M. BA. TIS A</td>
<td>MEF/DCV</td>
<td>Directeur</td>
<td>06 66 6 42 3 1, <a href="mailto:batisa.malongo@gmail.com">batisa.malongo@gmail.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>No</td>
<td>Noms et Prénoms</td>
<td>Structure / Organisation</td>
<td>Fonction</td>
<td>Contacts (tél, email)</td>
<td>Émargement 25/11/2020</td>
</tr>
<tr>
<td>----</td>
<td>-----------------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>-----------------------------------------------</td>
<td>-----------------------</td>
<td>------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>M. Belfort WAMBA</td>
<td>MEF/CLFT</td>
<td>Superviseur technique SIVL</td>
<td>06 780 51 02</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18</td>
<td>Mme Inès GADY MVOUKANI</td>
<td>Société Civile PGDF</td>
<td>Directeur de la communication</td>
<td>0558991411</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>M. Lilian BARROS</td>
<td>Société Civile PGDF</td>
<td>Exécutant</td>
<td>06662 12 07</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>20</td>
<td>M. Vlady BOUNGOU</td>
<td>Ministère de la Justice et des Droits Humains</td>
<td>Point focal</td>
<td>06 24 76 54</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>21</td>
<td>M. Fidèle ITOUA</td>
<td>Ministère des Transports et de l’Aviation Civile</td>
<td>Point focal</td>
<td>0692897573</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>22</td>
<td>M. Athanase OBELE BONGO</td>
<td>Ministère du Commerce et des Approvisionnements</td>
<td>Point focal</td>
<td>066923537</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>23</td>
<td>Mme Géneviève BAZOMA DONGUI</td>
<td>Direction Générale de l’Environnement</td>
<td>Point focal</td>
<td>06803 58 94</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>24</td>
<td>M. Gervais NKODIA</td>
<td>Ministère en charge du Plan/ DPUE (ON FED)</td>
<td>Directeur du Partenariat avec l’Union européenne</td>
<td>06 673 19 46</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>25</td>
<td>M. Alfred NKODIA</td>
<td>OI-APV-FLEGT</td>
<td>Chef de projet</td>
<td>06 615 16 97</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>No</td>
<td>Noms et Prénoms</td>
<td>Structure / Organisation</td>
<td>Fonction</td>
<td>Contacts (tél, email)</td>
<td>Émargement 25/11/2020</td>
</tr>
<tr>
<td>----</td>
<td>-----------------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>--------------------------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------------</td>
<td>-----------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>26</td>
<td>M. Martial FOUTY</td>
<td>UNIBOIS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>27</td>
<td>M. Pascal BERENGER</td>
<td>UNICONGO</td>
<td>VLE PRÉSIDENT</td>
<td>06 92 87 40 40</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>28</td>
<td>M. Bienvenu LOUZOLO</td>
<td>MEF</td>
<td>Chef de bureau gestion participative de la DCV</td>
<td>05 51 58 46</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>M. Mamy RABOANA</td>
<td>EFITAP</td>
<td>Expert DO DDEF</td>
<td>(237) 69 51 76 59 56</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>30</td>
<td>M. Symphorien AZANTSA</td>
<td>PALLADIUM</td>
<td>Facilitateur FLEGT</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>31</td>
<td>Mme Lucile BROUSSOLE</td>
<td>DG DEVCO/UE</td>
<td>Responsable de politiques au sein de l'Unité Environnement, Ressources naturelles, Eau</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>32</td>
<td>Mme Severine DEMERRE</td>
<td>AFD</td>
<td>Représentante de l'AFD au Congo</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>33</td>
<td>M. Thomas PICHET</td>
<td>Royaume-Uni / FCDU</td>
<td>Représentant Royaume-Uni/ FCDU</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>34</td>
<td>Mme Sarah FUMEY</td>
<td>FAO</td>
<td>Coordinatrice adjointe Afrique Programme FAO UE FLEGT</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Accord de partenariat volontaire**

*Application des Réglementations Forestières, Gouvernance et Échanges Commerciaux*
<table>
<thead>
<tr>
<th>No</th>
<th>Noms et Prénoms</th>
<th>Structure / Organisation</th>
<th>Fonction</th>
<th>Contacts (tél, email)</th>
<th>Émargement 25/11/2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>35</td>
<td>M Erwan MORAND</td>
<td>Banque Mondiale</td>
<td>Représentant de la Banque Mondiale au Congo</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>36</td>
<td>M. Laurent CERBONNEY</td>
<td>EFI</td>
<td>Facilité FLEGT de l'UE</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>37</td>
<td>Mme Caroline DUHESME</td>
<td>ATIBT</td>
<td>Coordinatrice des projets FLEGT-REDD-Certification</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>38</td>
<td>Mme Tanja VENISNIK</td>
<td>Client Earth</td>
<td>Expert appui juridique</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>39</td>
<td>M. Erick KOHPE</td>
<td>Particip</td>
<td>Expert Coordination déploiement SIVL</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>40</td>
<td>Mme Amarys PREUSS</td>
<td>CAFI</td>
<td>Appui à la Présidence de CAFI et à la coordination du Gouvernement</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>41</td>
<td>NKEOUA Gilson</td>
<td>UNI CONGO</td>
<td>Consultant</td>
<td></td>
<td>06 660 4678</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# LISTE DE PRESENCE - 12ème Comité Conjoint de Mise en œuvre (CCM) de l'APV-FLEGT Congo-UE – 26/11/2020

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Noms et Prénoms</th>
<th>Structure / Organisation</th>
<th>Fonction</th>
<th>Contacts (tél, email)</th>
<th>Émargement 26/11/2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>S.E.M. Raul MATEUS PAULA</td>
<td>DUE</td>
<td>Chef de Délégation, Ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>S.E.Mme Rosalie MATONDO</td>
<td>MEF</td>
<td>Ministre de l'Economie Forestière</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>M. Jakob HAUSHOFER</td>
<td>DUE</td>
<td>Chef d'équipe Economie et ressources naturelles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>Mme Camille PUBILL</td>
<td>DUE</td>
<td>Chargée de coopération Forêts, Environnement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>M. Pierre TATY</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur du Cabinet</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7</td>
<td>M. Joseph MOUMBOUILLO</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur Général de l'Economie forestière</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Accord de partenariat volontaire**

Application des Réglementations Forestières, Gouvernance et Échanges Commerciaux
<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Noms et Prénoms</th>
<th>Structure / Organisation</th>
<th>Fonction</th>
<th>Contacts (tél, email)</th>
<th>Émargement 26/11/2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8</td>
<td>M. Denis Marie Auguste GOKANA</td>
<td>Présidence</td>
<td>Conseiller Spécial, chef du département des ressources naturelles de la Présidence</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9</td>
<td>M. Okina ELENGA NGAPORO</td>
<td>Ministère des Finances et du Budget</td>
<td>Point focal APV FLEGT du Ministère des Finances et du Budget</td>
<td>0665564444/055813558</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>10</td>
<td>M. Guy Noël LONDONGO</td>
<td>Ministère des Finances et du Budget</td>
<td>Directeur des services informatiques</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11</td>
<td>M. Marcel MOUKIESSI</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller aux Forêts et à l'Industrie</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>12</td>
<td>M. Guy Christophe BABELA</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller Administratif et Juridique</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13</td>
<td>M. Odin MALONGA</td>
<td>MEF</td>
<td>Conseiller à l'Economie et aux financements innovants</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14</td>
<td>M. Samuel OSSEBI MBILA</td>
<td>MEF/IGSEF</td>
<td>Inspecteur Général des Services de l'Économie Forestière</td>
<td>05537078</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>15</td>
<td>M. Adolphe NGASSEMBO</td>
<td>MEF</td>
<td>Point Focal APV FLEGT national</td>
<td>069057643</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Accord de partenariat volontaire
Application des Règlementations Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux
| N° | Noms et Prénoms         | Structure / Organisation | Fonction                                        | Contacts (télé, email) | Émargement  
26/11/2020 |
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>16</td>
<td>M. Dieudonne SITA</td>
<td>MEF</td>
<td>Directeur des Forêts</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>Mme Paulette EBINA</td>
<td>MEF/DVRF</td>
<td>Directrice</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18</td>
<td>M. Patrice GOUALA</td>
<td>MEF/CNIAF</td>
<td>Directeur</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>M. Serge Thierry MOMBOLI</td>
<td>MEF/SCFPE</td>
<td>Directeur des Services du Contrôle des Produits Forestiers à l'Exportation</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>20</td>
<td>M. BAPTISTA</td>
<td>MEF/DCV</td>
<td>Directeur</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>21</td>
<td>M. Alain OSSEBI</td>
<td>MEF/CLFT</td>
<td>Coordonnateur</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>22</td>
<td>Mme Inès GADY MVOUKANI</td>
<td>Société Civile PGDF</td>
<td>changé de rôle communication</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>23</td>
<td>M. Vlady BOUNGOU</td>
<td>Ministère de la Justice et des Droits Humains</td>
<td>Point focal</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>24</td>
<td>M. Fidèle ITOUA</td>
<td>Ministère des Transports et de l'Aviation Civile</td>
<td>Point focal</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Accord de partenariat volontaire
Application des Réglementations Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux
<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Noms et Prénoms</th>
<th>Structure / Organisation</th>
<th>Fonction</th>
<th>Contacts (tél, email)</th>
<th>Émargement 26/11/2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>25</td>
<td>M. Athanase OBELE BONGO</td>
<td>Ministère du Commerce et des Approvisionnements</td>
<td>Point focal Commerce</td>
<td>066 72 55 39</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>26</td>
<td>M. Alfred NKODIA</td>
<td>OI-APV-FLEGT</td>
<td>Chef de projet</td>
<td>02 615 16 34</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>27</td>
<td>M. Martial FOUTY</td>
<td>UNIBOIS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>28</td>
<td>M. Pascal BERENGER</td>
<td>UNICONGO</td>
<td>Vice président FLEGT</td>
<td>02 660 46 98</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>M. Mamy RABOANA</td>
<td>EFITAP</td>
<td>Expert DDO DDEF</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>30</td>
<td>M. Symphorien AZANTSA</td>
<td>PALLADIUM</td>
<td>Facilitateur FLEGT</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>31</td>
<td>Mme Lucile BROUSSOLE</td>
<td>DG DEVCO/UE</td>
<td>Responsable de politiques au sein de l'Unité Environnement, Ressources naturelles, Eau</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>32</td>
<td>Mme Severine DEMERRE</td>
<td>AFD</td>
<td>Chargée de projets Forêt, Agriculture, Environnement et ONG</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>33</td>
<td>M. Thomas PICHET</td>
<td>Royaume-Uni / FCDO</td>
<td>Représentant Royaume-Uni / FCDO</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N°</td>
<td>Noms et Prénoms</td>
<td>Structure / Organisation</td>
<td>Fonction</td>
<td>Contacts (tél, email)</td>
<td>Émargement 26/11/2020</td>
</tr>
<tr>
<td>----</td>
<td>--------------------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>--------------------------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>-----------------------</td>
<td>------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>34</td>
<td>Mme Sarah FUMEY</td>
<td>FAO</td>
<td>Coordinatrice adjointe Afrique Programme FAO UE FLEGT</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>35</td>
<td>M. Erwan MORAND</td>
<td>Banque Mondiale</td>
<td>Consultant Environnement et ressources naturelles</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>36</td>
<td>M. Laurent CERBONNEY</td>
<td>EFI</td>
<td>Facilité FLEGT de l’UE</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>37</td>
<td>Mme Caroline DUHESME</td>
<td>ATIBT</td>
<td>Coordinatrice des projets FLEGT-REDD-Certification</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>38</td>
<td>Mme Tanja VENISNIK</td>
<td>Client Earth</td>
<td>Expert Appui juridique</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>39</td>
<td>M. Erick KOHPE</td>
<td>Particip</td>
<td>Expert Coordination déploiement SIVL</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
<tr>
<td>40</td>
<td>Mme Amarys PREUSS</td>
<td>CAFI</td>
<td>Appui à la Présidence de CAFI et à la coordination du Gouvernement</td>
<td></td>
<td>Par Visio</td>
</tr>
</tbody>
</table>

 Accord de partenariat volontaire
 Application des Réglementations Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux
### Annexe II : Tableau de Suivi des Recommandations des CCM 8 et 9 telles que reformulées après le CCM 11

<table>
<thead>
<tr>
<th>CCM9</th>
<th>Recommandations</th>
<th>Nouvelle reformulation de la recommandation</th>
<th>Niveau de réalisation au 4 novembre 2020</th>
<th>Responsable</th>
<th>Suivi</th>
<th>Échéances</th>
<th>Commentaires</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CCM9_R01</td>
<td>Mobiliser et utiliser les fonds pour l'opérationnalisation du Secrétariat Technique et de son bureau, de la CLFT, de la DCV et des DDEF</td>
<td>2. Mobiliser et utiliser les fonds pour l'opérationnalisation du Secrétariat Technique et de son bureau, de la CLFT, de la DCV et des DDEF</td>
<td>Point Focal APV-FLEGT</td>
<td>CPPP, IGSEF, cabinet MEF, ST</td>
<td>2ème trimestre 2020</td>
<td>Une partie des financements du budget-Etat ont été mobilisés par le MEF et ont permis de réaliser les formations en site des référents SIVL dans le cadre du déploiement du module fiscalité. Une partie des financements alloués aux partenaires notamment UE, Programme FAO-UDE FLEGT, FODCO (ex-DFID) ont été mobilisés et sont dédiés aux activités ci-après : réalisation du diagnostic organisationnel de la DCV, la mobilisation de FAT-Cooperation du déploiement du SIVL, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de résolution de DAC formulées par l'ANL, la réalisation de l'état des lieux et tests de terrain du SIVL, la réalisation du diagnostic organisationnel des DDEF et la préparation du projet d'apport au changement organisationnel (PACO), le lancement de l'étude juridique préalable aux textes d'application du nouveau Code forestier. La préparation de l'assistance technique à la CLFT, au CNIAF, à la DCV et à l'AFIS sont en cours, de même que les subventions à l'ATIT, à l'APV, à l'ITF, etc...</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R02</td>
<td>Créer et opérationnaliser le Comité Interministériel pour la mobilisation des fonds et le suivi du déploiement</td>
<td>2. Mobiliser et utiliser les fonds pour l'opérationnalisation du Secrétariat Technique et de son bureau, de la CLFT, de la DCV et des DDEF</td>
<td>Directeur Cabinet MEF</td>
<td>MFR, M Plan, BST</td>
<td>3ème trimestre 2020</td>
<td>Le Comité Interministériel pour la mobilisation des fonds et la suivi du SIVL a été créé par Décret Presidentiel en Décembre 2019</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R03</td>
<td>Mobiliser les fonds pour la continuité de l'assistance technique expert informatique (AT IT) dont le contrat se clôture le 22 novembre 2018</td>
<td>3. Identifier les besoins et mobiliser les fonds nécessaires au fonctionnement du Secrétariat Technique de l'APV (ST)</td>
<td>Directeur Cabinet MEF</td>
<td>MFR, M Plan, BST</td>
<td>3ème trimestre 2020</td>
<td>Des fonds ont été mobilisés par le DUE pour la continuité de l'assistance technique expert informatique (AT IT) dont le contrat s'est clôturé le 30 juin 2020. Un autre contrat a démarré au mois d'août</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R04</td>
<td>Finaliser la procédure de reconnaissance des standards/schemas de certifications privés et mobiliser les fonds relatifs</td>
<td>1. Procéder à la signature et/ou au renouvellement des protocoles d'accord relatifs à l'élaboration des plans d'aménagement entre le MEF et les sociétés concernées avant le CCM 10</td>
<td>CLFT</td>
<td>DUE, BST, IGSEF, DGEF</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>Le projet de manuel de procédure a été élaboré et validé par les parties prenantes le 22 octobre 2020 et par le CEVP le 12 novembre</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R05</td>
<td>Procéder à la signature et/ou au renouvellement des protocoles d'accord relatifs à l'élaboration des plans d'aménagement entre le MEF et les sociétés concernées avant le CCM 10</td>
<td>2. Formaliser par Arrêté, la validation des normes et directives des plans d'aménagement simplifiés afin de faciliter la signature des protocoles d'accord relatifs à l'élaboration des plans d'aménagement simplifiés entre le MEF et les sociétés détenrices de CTI avant le CCM 13</td>
<td>DGEF</td>
<td>Cabinet MEF, BST</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>Les normes et directives relatives aux plans d'aménagement simplifiés ont été élaborées et sont en attente de la finalisation des nouveaux textes d'application du code forestier pour entrer en vigueur. La mise en œuvre de cette recommandation a permis la validation des textes d'application des protocoles d'accord sur la ressource</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R06</td>
<td>L'auditeur indépendant du système est tenu de respecter le délai d'un mois après la fin de sa mission de terrain comme défini dans l'APV pour rendre les rapports d'audit</td>
<td>4. Identifier les besoins et mobiliser les fonds nécessaires au fonctionnement de la structure responsable de sa mise en œuvre et la source de financement disponible</td>
<td>AIS</td>
<td>DUE, PF, ON</td>
<td>fin février 2020</td>
<td>La mission précédente s'est terminée le 31 décembre 2019. Un Plan de Mission a été élaboré et validé par les parties prenantes le 22 octobre 2020 et par le CEVP le 12 novembre</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R07</td>
<td>Les rapports d'audit de la Cour de Comptes, Ouest et de la Sangha doivent être présentés par l'Auditeur Indépendant du système en GTC élargi pour validation par échange de lettres</td>
<td>5. Identifier les besoins et mobiliser les fonds nécessaires au fonctionnement de la structure responsable de sa mise en œuvre et la source de financement disponible</td>
<td>AIS</td>
<td>DUE, PF, ON</td>
<td>fin février 2020</td>
<td>La mission précédente s'est terminée le 31 décembre 2019. Un Plan de Mission a été élaboré et validé par les parties prenantes le 22 octobre 2020 et par le CEVP le 12 novembre</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R08</td>
<td>Clôturer la DAC majeure 1.1.3.2018 Nkiri relative aux agréments et cartes professionnelles (indication 1.1.3) de la Grille de légalité de l'APV avant le CCM 10</td>
<td>Clôturer la DAC majeure 1.1.3.2018 Nkiri relative aux agréments et cartes professionnelles (indication 1.1.3) de la Grille de légalité de l'APV avant le CCM 10</td>
<td>DGEF/DD</td>
<td>Cabinet MEF, BST</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>La mission précédente de l'AIS n'a pas permis de clôturer cette Demande d'Action Corrective (DAC), bien que d'autres ont pu l'être. Un projet de la CLFT sous le programme FAO-UDE FLEGT permettrait l'élaboration et la mise en œuvre des plans de résolution des DAC dont la mise en œuvre de cette recommandation a permis de finaliser la clôture des DAC</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R09</td>
<td>Former à la norme ISO 9001 (système de management de qualité) le groupe restreint en charge d'analyser les causes de défaillances et d'élaborer les plans d'actions de résolution des démarches d'actions correctives</td>
<td>Clôturer les plans d'actions de résolution des DAC du Nkiri et de la Lékoumou (groupe restreint) pour validation au CCM 10</td>
<td>IGSEF/DGEF</td>
<td>BST, FAO</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>Le Bureau Vertas a tenu un atelier de formation du Groupe restreint mis en place par Note de Service du Ministre sur la norme ISO 19011, les méthodes, les outils, les techniques, la source de financement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM9_R10</td>
<td>Compléter les plans d'actions de résolution des DAC du Nkiri et de la Lékoumou (groupe restreint) pour validation au CCM 10</td>
<td>Compléter les plans d'actions de résolution des DAC du Nkiri et de la Lékoumou (groupe restreint) pour validation au CCM 10</td>
<td>Groupe restreint</td>
<td>Cabinet MEF, DGEF, BST</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
CCM9_R01
Opérateur nationaliser le Comité de Pilotage tel que prévu dans le protocole d'accord entre le MEF et l'OI avant la fin du premier trimestre 2019
Opérateur nationaliser le Comité de Pilotage tel que prévu dans le protocole d'accord entre le MEF et l'OI avant la fin de l'année 2020
DGÉF BST, OI 4ème trimestre 2020 La liste de service mettant en place le Comité de pilotage de l'OI a été signé le 13 septembre 2019 par Madame la Ministre de l'Economie forestière et est en attente de la mobilisation des fonds du 114ème FMD prévue au 4ème trimestre 2020 pour son opérationnalisation

CCM9_R02
Renforcer les capacités des agents de l'administration forestière en matière de police judiciaire dès 2019
Renforcer la formation des corps paramilitaires
DGÉF Direction de la formation du corps paramilitaire Cabinet MEF, BST 1er trimestre 2019 Formation des agents de l'administration forestière en matière de police judiciaire démarre le 15 octobre et s'achèvera après 1 mois

CCM9_R03
Démarrer, avant le CCM 10, le processus de révision des grilles de légalité, considérant les délais liés aux processus participatifs et aux procédures de validation de Commission européenne
DGÉF IST, BST, DUE 3ème trimestre 2020 Une première révision a été faite auprès des acteurs susmentionnés. Cette activité a été réalisée lors de campagnes de sensibilisation de la CLFT dans les départements du Sud au mois d'octobre 2019 et va se poursuivre dans la partie Nord dans le cadre du projet FAO-UE-FLEGT sur les tests de terrain et l'état des lieux

CCM8_R11
Poursuivre ou étendre l'étude des possibilités des passerelles entre le SIVL et les logiciels de traçabilité interne des sociétés forestières qui en disposent
Finaliser avant le CCM 13 l'étude des possibilités de passerelles entre le SIVL et les logiciels de traçabilité interne des sociétés forestières qui en disposent
CLFT BST, MEF 4ème trimestre 2020 Des fiches d'évaluation ont été conçues avec l'appui de l'OIET et seront exploitées pendant les missions de terrain pour orienter les choix du projet de la CLFT sous le Programme FAO-UE-FLEGT

CCM8_R12
Prioriser les activités du PTAB au niveau des décaissements du fonds forestier
Préparer des écrits à l'intention des administrateurs de DCV (administrateurs SVIL, réorganisation du DCV en DCI) et de la CLFT (recrutement formateur SVIL, sécuriser les locaux de la CLFT)
DGÉF BST, cabinet MEF 1er trimestre 2019 Recommandation entièrement réalisée

CCM8_R13
Faire un état des lieux des autres entreprises sur leur système de traçabilité interne
Finaliser avant le CCM 13 l'étude des possibilités de passerelles entre le SIVL et les logiciels de traçabilité interne des sociétés forestières qui en disposent
CLFT BST, MEF 4ème trimestre 2020 Des fiches d'évaluation ont été conçues avec l'appui de l'OIET et seront exploitées pendant les missions de terrain pour orienter les choix du projet de la CLFT sous le Programme FAO-UE-FLEGT

CCM8_R14
Prioriser le renforcement de capacités sociétés forestières qui en disposent
Vulgariser, avant le CCM 13, l'information sur la traçabilité interne des sociétés forestières qui en disposent
CLFT BST, MEF 4ème trimestre 2020 Une demande d'assistance directe a été soumise par le Secrétariat Technique au programme FAO-UE-FLEGT, mais n'a pas été retenue. D'autres sources de financement sont en cours d'exploration

CCM8_R01
Prioriser les activités du PTAB au niveau des décaissements du fonds forestier
Fonds Forestier BST, cabinet MEF 1er trimestre 2019 Recommandation entièrement réalisée

CCM8_R02
Mettre en œuvre rapidement une stratégie d'opérationnalisation du Secrétariat Technique avec son plan de travail budgetisé
PF ST février 2019 Recommandation entièrement réalisée

CCM8_R03
Renforcer les capacités techniques et organisationnelles de la CLFT et de la DCV, Prioriser le renforcement de capacités des services des administration utilisatrices du SVIL
Renforcer les capacités techniques du Secrétariat Technique et du Groupe consultatif de suivi technique et de vulgarisation, préparation des futurs utilisateurs du SIVL, en particulier la préparation des formateurs des services de la DCI
DGÉF BST, ST, DUE 4ème trimestre 2020 Un tableau présentant les différentes primes dédiées au personnel de la CLFT a été élaboré et soumis à l'autorité accompagné d'une note de présentation

CCM8_R05
Poursuivre les efforts faits pour fidéliser les ressources humaines de DCV (administrateurs SVIL, réorganisation du DCV en DCI) et de la CLFT (recrutement formateur SVIL, sécuriser les locaux de la CLFT)
DGÉF BST, DUE 3ème trimestre 2020 Un état des besoins en infrastructures et équipements pour le fonctionnement de la CLFT a été transmis à la DFP depuis 2018 et n'a pas encore été honoré (cas du budget-État : conformités et fonctionnement)

CCM8_R06
Prioriser le renforcement de capacités des services en charge du SVIL (DCV, CLFT, DOE)
DGÉF BST, DUE 3ème trimestre 2020 L'Etat des services en charge du SVIL a été présenté lors des réunions de la DFP depuis 2018 et n'a pas encore été honoré (cas du budget-État : conformités et fonctionnement)

CCM8_R07
Apporter un appui conséquent à la mobilisation des services des administrations utilisatrices du SVIL, en particulier la préparation des formateurs des services de la CLFT et de la DCV
DGÉF BST, DUE 4ème trimestre 2020 Les avis de recrutement du personnel additionnel de la CLFT ont été publiés par Madame la Ministre de l'Economie forestière. Le recrutement du personnel additionnel de la DCV dépend de la mise en œuvre des résultats du diagnostic organisationnel

CCM8_R08
Vulgariser, avant le CCM 10, le Manuel de traitement des cas de non-conformité des grilles de légalité, considérant les délais liés aux processus participatifs et aux procédures de validation de Commission européenne
CLFT KSIEF, BST, DOE 4ème trimestre 2020 Une première vulgarisation a été faite auprès des acteurs susmentionnés. Cette activité a été réalisée lors des campagnes de sensibilisation de la CLFT dans les départements du Sud au mois d'octobre 2019 et va se poursuivre dans la partie Nord dans le cadre du projet FAO-UE-FLEGT sur les tests de terrain et l'état des lieux

CCM8_R09
Démarrer, avant le CCM 10, le processus de révision des grilles de légalité, considérant les délais liés aux processus participatifs et aux procédures de validation de Commission européenne
CLFT KSIEF - CLFT - DUE BST, KSIEF, BST, DOE 4ème trimestre 2020 En attente de finalisation des textes d'application du nouveau code forestier (Chronogramme à revoir, activités à programmer en 2021)

CCM8_R11
Mettre en place un groupe de travail incluant toutes les parties prenantes pour harmoniser et améliorer les textes d'application de la Loi portant régime forestier après l'organisation. Poursuivre l'étude de la possibilité de mise en place d'une charte sur le principe de la CCFD (ex DFID) Chronogramme à revoir pour 2021
DGÉF BST, DUE, Cabinet MEF, ST 4ème trimestre 2020 Étude juridique préparatoire à l'élaboration des textes d'application du Code forestier par les consultants mobilisés par FCDO (ex DFID) Chronogramme à revoir pour 2021

CCM8_R12
Formaliser et valider le calendrier de l'informalisation des textes d'application, lors d'un GTC élargi
CCM8_R02 (nouveau) Valider le calendrier pour la finalisation des textes d'application lors d'un GTC élargi, et le diffuser
DGÉF BST, DUE, Cabinet MEF, ST 4ème trimestre 2020 En attente de l'élaboration de l'étude juridique préparatoire aux textes d'application du code forestier par les consultants mobilisés par FCDO (ex DFID) Chronogramme à revoir pour 2021
<table>
<thead>
<tr>
<th>Référence</th>
<th>Description</th>
<th>Réalisé</th>
<th>En cours</th>
<th>Non réalisé</th>
<th>Pourcentage</th>
<th>Recommandation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CCM8_R13</td>
<td>Mettre en place une stratégie pour aménager l'ensemble des concessions forestières avant l'émission des autorisations FLEGT</td>
<td>DGEF</td>
<td>BST, Cabinet MEF</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>Après la mise en place des outils relatifs à l’aménagement simplifié, processus en cours. Exercer une pression. En cas de refus des sociétés, mise en demeure.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R17</td>
<td>Projet d’appui à l’APV-FLEGT</td>
<td>transition AFD/DNHD</td>
<td>BST, DUE, Cabinet MEF, ST</td>
<td>1er trimestre 2019</td>
<td>Récommandation entièrement réalisée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R18</td>
<td>Identifier et adopter des mesures contraignantes à l’encontre des sociétés qui ne s’impliquent toujours pas (plans d’aménagement et légales)</td>
<td>DGEF</td>
<td>BST, Cabinet MEF</td>
<td>février 2019</td>
<td>Lettres de mise en demeure transmises à certaines entreprises sans plan d’aménagement signataires des CAT et pour les entreprises ayant des CTI, les arrêtés d’approbation des normes et directives des plans d’aménagement simplifiés sont en attente de publication.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R19</td>
<td>Développer un espace/programme sur le site APV-FLEGT du Congo pour faire le suivi de la réalisation des indicateurs de la stratégie et développer un outil pour collecter automatiquement les données (en fonction de leur disponibilité officielle)</td>
<td>DCV</td>
<td>BST, DUE, ST</td>
<td>2ème trimestre 2019</td>
<td>Plan d’action de la stratégie de communication budgétaire préparé en GT Com et validé en GTC 67</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R20</td>
<td>Développer un espace/programme sur le site APV-FLEGT du Congo pour faire le suivi de la réalisation des indicateurs de la stratégie et développer un outil pour collecter automatiquement les données (en fonction de leur disponibilité officielle)</td>
<td>DCV</td>
<td>BST, DUE, ST</td>
<td>A reporter en 2021</td>
<td>Mise en oeuvre de cette recommandation assujettie à la réalisation de plusieurs prérequis notamment, opérationnalisation du site web, réalisation des études de base pour le cadre de suivi évaluation, formulation des indicateurs d’impact, de performance etc;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R21</td>
<td>Poursuivre la réorganisation de la DCV en DCI</td>
<td>Cabinet MEF</td>
<td>BST, DUE, ST</td>
<td>2ème trimestre 2020</td>
<td>Le diagnostic organisationnel de la DCV a été réalisé par l’AT mobilisée par la DUE et le rapport a été transmis au MEF pour exploitation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCM8_R22</td>
<td>Allouer un budget spécifique pour garantir l’efficacité de la DCI</td>
<td>Cabinet MEF</td>
<td>BST, DUE, ST</td>
<td>4ème trimestre 2020</td>
<td>En attente de la décision de Madame La Ministre de l’Economie forestière pour déclencher la mise en œuvre du choix d’une option de réorganisation proposée dans le rapport</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>